1. Évolution épidémiologique

Au 5 mai à 9h00, il y a eu 1 383 842 tests, dont 84 806 le 4 mai. 1.015.138 personnes ont été testées, dont 194.990 se sont révélées positives.

Boris Johnson a fixé comme nouvel objectif de réaliser 200 000 tests de dépistage par jour d'ici la fin du mois de mai, alors même l'objectif de 100 000 par jour n'est pas atteint tous les jours.

Selon des données préliminaires relayées par la presse, le nombre de décès liés au COVID-19 attendrait un total de 29 876, en hausse de 449 par rapport à hier.

2. Mesures nouvelles

3. Impact économique et financier

Plus de 69 000 prêts approuvés au cours de la première journée du programme 'Bounce Back Loans' - Les sept principaux établissements de crédits participants au dispositif BBL (Barclays, Danske, HSBC, Lloyds, RBS, Santander et Virgin Money) ont reçu d'après le chancelier de l'Échiquier plus de 130 000 demandes de prêts en une seule journée. Sur ces 130 000 demandes, plus de 69 000 ont été approuvées pour un montant d'environ 2 Md£.

Le gouvernement réfléchit au démantèlement progressif du dispositif de financement du chômage partiel alors que le pays se prépare à la reprise économique – Le *Coronavirus Job Retention Scheme*, dispositif de financement par le gouvernement du chômage partiel, mis en place en urgence au début de la crise sanitaire concernerait dorénavant 6,3 M de salariés au Royaume-Uni selon les chiffres officiels. En outre, 2 M de personnes supplémentaires ont demandé à bénéficier des allocations sociales depuis le début de la crise sanitaire actuelle, un record. Tandis que le Royaume-Uni se prépare à la reprise économique, le chancelier et *HM Treasury* réfléchissent à une suppression progressive du dispositif sans déclencher une vague de licenciements. Selon la presse, le chancelier envisagerait de diminuer la proportion du salaire financée par le gouvernement pour les employés au chômage partiel, actuellement à 80%, à 60% en juin. Pour éviter des restructurations massives, les fédérations professionnelles insistent sur l'importance de donner aux entreprises des certitudes sur les conditions dans lesquelles elles opèreront au moment de la réouverture de l'économie et sur le niveau de soutien qu'elles pourront attendre du gouvernement.

Le PMI du secteur de la construction chute à un niveau historique en avril – L'indice d'activité de la construction, après avoir chuté à 39,3 en mars, s'est effondrée à 8,2 en avril. Markit relève plus précisément qu'en avril, le PMI de la construction de logement s'est établi à 7,3, celui de l'activité commerciale immobilière à 7,7, et celui du génie civil à 14,6. Cet effondrement sans précédent des PMI de la construction reflète l'impact économique de la crise sanitaire et des mesures de confinement prises par le gouvernement.

Le gouvernement britannique continue d'emprunter sur les marchés à des taux bas record. La vente aux enchères de 1,75 Md£ de *gilts* à horizon 2054 le 5 mai a été sursouscrite 2,6 fois par les investisseurs, pour une vente finale de l'obligation avec un rendement de 0,495 %, un record pour une obligation à plus de 30 ans. Le rendement le plus bas jamais enregistré pour une obligation britannique a également été atteint lors de cette même vente aux enchères, pour les obligations à 5 ans. La vente de 3,25 Md£ de *gilts* à 5 ans a été sursouscrite 2,88 fois, pour un rendement final de 0,017 %.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Les entreprises britanniques sont prêtes à redémarrer leur activité rapidement à l'issue du confinement – Selon un sondage réalisé par *British Chambers of Commerce* (BCC) auprès de ses membres, la majorité des entreprises aurait besoin de moins d'une semaine pour redémarrer pleinement leurs activités commerciales après un éventuel assouplissement des mesures de confinement. Près des deux tiers des entreprises interrogées employant moins de dix salariés ont déclaré avoir besoin moins de sept jours pour se préparer. Environ la moitié des entreprises répondantes qui emploient plus de 50 personnes pourraient être pleinement opérationnelles sous sept jours. Enfin, une entreprise sur quatre parmi les 540 interrogées déclare n'avoir besoin d'aucun délai pour rouvrir et 35 % ont déclaré qu'elles pourraient faire face à une reprise moins de sept jours après l'annonce d'un assouplissement du confinement. Seules 29 % ont été plus circonspectes, déclarant qu'elles auraient besoin d'un préavis d'une à trois semaines pour se remettre en marche.